

LA POLLUTION DES SOLUTIONS

Le point sur l'insituation.

Par Marcel Sel

©Marcel Sel et <http://www.marcelssel.com>.

Reproduction autorisée sous réserve de mention de l'auteur et de lien vers le blog.

Et voilà ! À peine Vande Lanotte a-t-il rendu son tablier que nos politiciens se remettent à dire des imbécillités. Reynders prétend qu'avec les libéraux, ce sera mieux (on a vu ça de 2007 à 2010...) Gennez dit qu'il faut continuer à 7 (alors que son coreligionnaire vient de faire un constat d'échec sans appel et que les 7 n'ont plus été réunis depuis Mathusalem). Milquet répète qu'on était près d'un accord (à force, elle finira par y croire). Bogaert (CD&V) explique qu'avec ce qu'on a sur la table, un «bon accord» est possible (alors que le CD&V disait tout le contraire il y a une semaine). Wouter Van Besien (Groen!) pense que c'est désormais au PS et à la N-VA de se lancer (alors qu'ils sont au bout de leur rouleau commun depuis août déjà). Et la N-VA explique qu'elle n'a jamais eu l'occasion de faire des propositions (alors que Bart De Wever a proposé un projet complet, refusé, il est vrai, mais qui a servi de base à Vande Lanotte). Plus à l'aise dans la stratégie du zwartepiet (valet puant), Jan Jambon explique que «c'est la faute aux Francophones» — le jour où il trouvera en Flandre un problème qui ne serait pas dû aux Francophones, les poules auront des dents !

Depuis hier, on a donc l'impression que nos politiques nous prennent pour des cons. Nous méritons mieux. Qu'en Flandre flaminguante, le moindre argument xénophobe (la francophobie et la flamandophobie sont des xénophobies) rameute une cohorte d'électeurs, on ne pourra rien y changer. Jambon criera haro sur le Franco tant que des cons l'écouteront. Et il y a des cons partout. Mais du côté des partis démocrates (Groen! et SP.a inclus), on s'attendrait à mieux. Pas tellement parce que la vérité en politique est forcément une vertu, mais parce que si l'on n'explique pas clairement la situation aux Belges, des coups vont se perdre. Cela dit, je comprends cette

propension à ânonner toujours les mêmes arguments. Tout d'abord, les politiciens ont du mal à gérer l'ingérable. Ils peuvent diminuer la dette, voter des mesures anticrise, essayer de mieux gérer l'asile — pour autant bien sûr qu'ils en aient les moyens financiers. Ils sont même capables de trouver de l'argent là où il n'y en a pas ! Mais ils ne sont pas capables de gérer l'impossible, à savoir, de penser selon une idéologie opposée.

Belgique, je t'ai tant aimantée

Boukharine ne comprenait pas le capitalisme, Churchill n'entravait rien au communisme. Or, le nationalisme (de la N-VA et dans une moindre mesure du CD&V actuel) et l'eurodémocratie (des autres partis) sont deux aimants positifs. À chaque fois qu'on essaye de les rapprocher, ils s'éloignent plus encore. On le voit lorsque Siegfried Bracke, nationaliste-ex-socialiste, prétend qu'en 2007, la N-VA aurait accepté la Vandela-note qu'elle refuse aujourd'hui ! À chaque jour qui passe, les Francophones (et la gauche flamande) sont plus conscients de leurs besoins et moins à même de les sacrifier à une Belgique qui ne semble plus que desservir ses deux communautés principales. Et les nationalistes flaminguants sont plus proches de leur Walhalla, à savoir l'indépendance flamande, et moins disposés au compromis. À la limite, ce n'est même pas «leur faute», c'est la nature même de leurs idéologies qui les amènent à s'éloigner plus de l'autre chaque jour.

Alors, mettons-nous à la place de nos politiciens eurodémocrates deux secondes : comment expliquer à un peuple qu'il est au pied d'un mur, et qu'il y a une chance sur mille qu'il réussisse un jour à l'abattre ou à le gravir ? Et comment répondre sans risque de dérapage aux provocations incessantes des nationalistes flaminguants qui finiront par obtenir ce qu'ils sèment jour après jour — une violence dont ils seront peut-être eux-mêmes

les premières victimes, à lire la haine qui coule des commentaires que les lecteurs de Vers l'Avenir ont laissés sous un article où Bart De Wever expliquait que la Belgique allait s'éteindre comme une bougie. Morceaux choisis : «Quant à toi Bart De Wever j'espère et souhaite que la Belgique que tu t'éteindra (sic) rapidement, comme une bougie, sous les huées de tous les belges unis.» écrit l'un. «Pour le III° ou IV° Reich, c'est non !» fait l'autre. «Je n'en reviens pas que ce mec soit toujours en vie...» insiste un troisième. «Ce cher monsieur va sans doute finir comme les frères Kennedy , qui sais (sic) ?» murmure un quatrième. Tous commentaires qui feraient bien d'être modérés... Mais qu'est-ce que vous feriez, vous, si vous étiez négociateur, et que vous vouliez maintenir la paix en Belgique tout en sachant que vous n'avez aucune chance d'obtenir un accord avec les flamingants ? Voilà, vous avez compris : peut-être que Reynders, Milquet, Gennez, Di Rupo disent un peu n'importe quoi, parce que la vérité n'est pas avouable.

La vérité nue

Bon, c'est vrai, il y en a bien qui susurrent qu'il n'y a plus rien à faire. Ils le disent à demi-mot, comme Cheron, ou par inadvertance. C'est le sens de la phrase de Milquet : «je ne sais plus ce qu'il faut faire» (ou quelque chose du genre). On la lui reproche déjà, cette phrase, et pourtant, c'est l'aveu le plus sincère qu'un politicien pouvait faire aujourd'hui à la population belge. Mais cet aveu est dangereux : si le peuple belge est resté aussi zen alors que tout s'écroule au-dessus de lui, c'est bien parce que sa classe politique et médiatique traditionnelle a su, jusqu'ici, lui donner le change et lui faire croire qu'il y avait des solutions. Peut-être cherchent-ils à s'en convaincre eux-mêmes. Peut-on alors en vouloir à un Reynders qui se convainc qu'il pourrait y arriver, ou à une Milquet qui (se) répète qu'on était près du but ? Le plus étonnant étant la posture de certains verts : «les positions sont inconciliables, mais il faut continuer». Continuer à quoi ? À concilier ? Non, continuer, soyons honnêtes, à donner le change à un peuple qui commence à péter les plombs.

Car je suis persuadé que si les Wallons, confrontés semaine après semaine à des propos méprisants venus des nationalistes flamingants, se sont bornés à quelques rares

violences (expulsion d'un groupe de campeurs à Jambes, coup à la tête de Jan Peumans dans les Fagnes, drapeau flamand houspillé ici ou là), c'est parce que, somme toute, la presse généraliste (ce que je ne suis pas) évite de les pousser dans leurs derniers retranchements. Même si c'est mince, les politiciens leur murmurent — de plus en plus faiblement — qu'il y a encore un espoir d'entente. Jusqu'ici, ça a plus ou moins marché. Mais il va falloir changer d'attitude maintenant. De Gennez à Javaux (De Wever et Wouter Beke étant empêtrés dans leurs certitudes nationalistes, le premier continuera à provoquer, et le second à dire blanc et à faire noir), il faut que les «négociateurs» changent d'attitude. L'heure tourne, les données changent.

Shame rendra pas le Congo

Car n'oublions pas la marche «honte à vous» qui rassembla 40.000 citoyens désespérés, dont moins d'un cinquième marchaient vraiment ensemble. Non seulement l'antipolitisme le plus primaire y côtoyait l'humanisme le plus éclairé, mais en plus, le nationalisme hésitant du CD&V y défilait derrière l'internationalisme radical de Che Guevara ! Je ne tiens plus à critiquer les organisateurs, je l'ai assez fait. Je constate simplement que nous avons fait face, ce dimanche, à un mouvement clairement viscéral, et non à une manifestation posée, claire, unanime. À regarder les journaux de la RTBF et ceux de la VRT, on pouvait même se convaincre au Sud qu'on marchait pour un gouvernement tout de suite, et au Nord, qu'on battait le pavé pour une profonde réforme de l'État ! Sur le site de la N-VA, la manif était résumée à cette image infâme d'un manifestant (unique) dont le calicot clamait avec mépris que le flamand était une «langue locale». D'antinationaliste à antiflamande, chacun se sera convaincu à sa façon, aura eu sa propre interprétation de l'événement ! Et cette double vision n'est pas la faute aux organisateurs : le système qui amène chaque communauté, voire chaque parti, à interpréter chaque information de manière radicalement différente est un résultat du nationalisme qui sépare, différencie, scinde.

Ce n'était donc pas une manifestation politique, ni apolitique, qu'on a vu ce dimanche. C'était le peuple qui s'énerve sans trop se poser de questions. Mais l'événement,

lui, a bien eu lieu. La manif a bien été un succès. Il a un sens, socialement. J'ai mis un peu de temps, c'est vrai, à m'apercevoir que ce qu'il révélait, c'était un vrai malaise. Plus grave fut la réponse. Car je me dis (ça, c'est une interprétation toute personnelle) que ce n'est pas pour rien si, pile trois jours plus tard, badaboum, c'est encore la N-VA et le CD&V qui remirent des exigences déjà refusées clairement (et pas seulement par les partis francophones) sur le tapis, et fermèrent la porte à toute amélioration potentielle. Quelle meilleure façon d'accélérer le pourrissement de l'État que de provoquer l'arrêt des négociations juste après ce coup de gueule populaire où des Belges sont venus exiger une solution.

Une Solution, dissolution

Car c'est bien ça qu'on cherche. Désespérément. Une «solution». J'étais sidéré de lire ce matin comment chaque gazouilleur (twittos), chaque blogueur, y allait de «sa» solution. Et encore plus de constater qu'elles étaient toutes impraticables. Même si elles sont quelquefois excellentes, et même si j'y adhérerais volontiers dans d'autres circonstances. Un Brabant unifié ? Je suis mille fois pour, mais le CDNVA (plus court que CD&V-N-VA) le trouve onbespreekbaar. Une circonscription fédérale ? Je suis mille fois pour, mais le CDNVA le trouve onbespreekbaar. Je suis moi-même partisan d'une redivision de la Belgique en plus d'Etats fédéraux (par deux provinces, plus une province centrale de Brabant bilingue) pour éviter de manichéisme permanent, et d'une compétence des trois communautés sur tout le territoire (les matières personnalisables non culturelles étant refédéralisées) pour couper court au nationalisme linguistique, et permettre aux Huizen van het Nederlands d'aller donner cours aux Wallons, qui sont demandeurs. Mais je ne le dis pas trop fort aujourd'hui, car, une fois encore, pour le CDNVA, c'est absoluut onbespreekbaar.

Les politiciens font à peine mieux que les blogueurs. Repartir à sept, c'est aussi onbespreekbaar. Nommer un négociateur CD&V, c'est onbespreekbaar. Un gouvernement d'urgence, c'est absoluut onbespreekbaar. Elio, franchement, comment pouvez-vous proposer ce qui ne sera jamais accepté «en face» ? On me reprochera bien sûr de ne pas apporter de solution. Mais peut-

on enfin considérer qu'il n'y a en fait pas la moindre solution ? Que Milquet a — pour une fois — fait la connerie de dire la vérité : «je ne sais plus ce qu'il faut faire». Et que toute nouvelle déclaration, toute nouvelle décision doit partir de ce postulat : dans les circonstances actuelles, au vu des résultats électoraux, on ne peut absolument rien faire ! Je l'ai écrit le 13 juin : «La Belgique est en rade.» Un bon 220 jours plus tard, elle y est toujours !

Non, rien de rien.

Que faire alors ? D'abord, il faut se débarrasser de la question subsidiaire qu'on (me) pose comme un défi : «puisque tu es si malin, Sel, que proposes-tu» ? Eh bien, je ne «propose» rien. Absolument rien. Car je n'ai rien (de démocrate) à proposer qui soit bespreekbaar (discutable). Je constate, comme tous ceux qui ne s'encombrent pas de certitudes, que nous sommes dans l'impasse, que nous y sommes depuis 2007, et que dans les circonstances actuelles, rien d'intelligent, rien qui puisse alimenter le bien commun, ne peut nous aider. Et ce n'est pas du nihilisme, c'est regarder les choses en face. Si on ne le fait pas, on n'a aucune chance de comprendre ce qui va nous tomber dessus maintenant, et encore moins d'y répondre correctement !

Voyons froidement les options. Continuer à négocier, quels que soient les partis impliqués, revient à continuer à pousser contre un mur, chacun de son côté. Ça ne mène qu'à renforcer ce mur. Il n'y a aucune majorité flamande possible sans le CD&V ou la N-VA, et on a vu qu'ils n'étaient favorables à rien de ce qui intéresse les Bruxellois et les Wallons. Plus on négociera, plus on prolongera la durée de l'immobilisme et plus on suscitera la colère de la population. Autre «solution» que j'ai lue : le référendum sur la poursuite de l'expérience belge. Mais il nous expose à plusieurs problèmes majeurs. Le premier, c'est qu'il faudra des semaines, voire des mois pour mettre tous les partis d'accord sur la question à poser, sa formulation, et la valeur à donner à la réponse. On a vu les tiraillements que la consultation populaire sur l'Oosterweelverbinding a valus à la majorité anversoise. Eh bien, c'est de la gentille gnognote à côté de la négociation qu'il faudra mener pour établir la question du référendum.

Le second problème majeur, c'est qu'il faut une majorité parlementaire pour mettre en route un référendum, et rien ne prouve aujourd'hui qu'on l'obtiendra un jour. La N-VA, par exemple, est confrontée à un problème majeur. Ce parti est fondamentalement indépendantiste (c'est du moins ce qu'il écrit), mais les Flamands ne le sont pas (encore assez). Et pire, même l'électorat de De Wever ne l'est pas vraiment. Alors, à la place de la N-VA, pourriez-vous accepter un tel référendum si vous n'êtes pas sûr d'obtenir une réponse qui aille dans le sens du point central de votre programme, celui auquel vous ne renoncerez jamais, la scission de la Belgique ?

Veillez en paix.

Pour preuve, suivez-moi sur le terrain de la grande célébration néo-flamingante, l'Ijzerwake (garde de l'Yser). Je rappelle que le manifeste de cette manifestation qui réunit chaque année des ultraflamingants «démocrates» et des néo-nazis a été signé publiquement par 35 membres et responsables locaux de la N-VA (et qui sait combien sont sur la liste «discrète», qui existe mais n'est pas publiée). Un texte de l'Ijzerwake, en 2007, doit nous interpeller : « *Le mouvement flamand doit porter un message clair : la Flandre doit devenir un état indépendant. Nous devons [pour cela] montrer à chacun que la crise belge est d'abord causée par l'extrémisme francophone et qu'en refusant de parler des étapes suivantes de la réforme de l'état, les Francophones sont seuls responsables du chaos qui dure depuis des mois. Ce message est surtout fondamental pour l'image internationale de l'État flamand qui viendra.* » Coïncidence, ces dernières semaines, on a vu à la télévision flamande le porte-parole de l'OVV, qui chapeaute ce «mouvement flamand» et dont l'Ijzerwake est membre. On a vu le secrétaire politique du Vlaamse Volksbeweging, dont un autre ponte est président de l'Ijzerwake. On a vu Bart Maddens, un des penseurs du Vlaamse Volksbeweging, parler du «nationalisme bruxellois » (rien que l'énoncé est à faire pisser Manneken Pis de rire pendant 226 jours). On a vu Mathias Storme, N-VA, proche de cette mouvance. Que d'honneurs rendus télévisuellement à des extrémistes ! Il serait donc un peu naïf de penser que ce «Mouvement flamand» radical n'influence pas peu ou prou le parti de Bart De Wever !

Alors, examinons la phrase de l'Ijzerwake à l'aune des négociations que nous venons de vivre. À chaque fois que Di Rupo est arrivé avec de nouvelles avancées, et qu'on s'approchait d'un accord, la N-VA a remis une nouvelle question sur le tapis. Les Francos ont râlé, regimbé, mais ont continué. Les Francophones ont alors accepté de parler de la Loi de financement. Puis, ils ont accepté de parler de la régionalisation des allocs, etc. Et à chaque fois, la N-VA a trouvé un prétexte pour faire malgré tout péricliter l'accord. La seule fois où elle ne l'a pas fait, c'est quand elle est arrivée elle-même avec un paquet dont elle savait d'avance qu'il serait imbuvable pour les Francophones. Mais depuis juin, à chaque anicroche, elle a clairement pris soin d'envoyer son zwaretpiet exclusivement sur les Francos. Même quand le SP.a et Groen! étaient d'accord avec les Wallons, ils faisaient l'objet d'un autre traitement : les deux premiers «rompaient le front flamand», ce qui n'est pas gentil, mais pas irréparable. En revanche, pour la même réponse, les Francophones étaient systématiquement présentés par la N-VA et pas mal de commentateurs, comme disant «non» à tout !

Enfin, hier, il semble bien que les démocrates (y compris SP.a et Groen!, donc) n'ont pas réussi à se mettre d'accord avec les nationalistes. Pire : il a été dit que le CD&V et la N-VA n'étaient même pas d'accord entre eux, ni avec les deux partis de gauche flamands ! Johan Vande Lanote a tiré ses conclusions. Et la N-VA a immédiatement proclamé partout, je vous le donne en mille : «c'est à cause des Francophones» ! On peut difficilement nier que cela ressemble quand même très, très fort à la stratégie recommandée par l'Ijzerwake en 2007. En admettant que tout ceci ne soit pas un hasard, il est donc certain que la N-VA votera contre un référendum, parce qu'il est trop tôt aujourd'hui pour obtenir un «oui» franc à l'indépendance de la Flandre. Les Flamands n'en veulent probablement pas (encore).

Same player shoots again.

Mais admettons que je me trompe, et qu'une majorité de députés, tant en Flandre qu'en Wallonie, vote pour un référendum et tombe d'accord sur son énoncé. Il reste un problème de taille. En admettant — ce que je considère comme probable — que les Belges votent alors pour la continuation du pays, cela ne

signifie pas que les négociateurs réussiront à conclure : un référendum ne changera pas la donne électorale fondamentale ! Et les nationalistes n'en deviendront pas belgicains acharnés pour autant. Quant au CD&V, il ne lâchera pas sa précieuse révolution copernicienne. Il est donc très probable que l'on retourne quand même aux urnes. Et dans ce cas, il est tout aussi probable que les nationalistes, globalement (du CD&V au Vlaams Belang) gagnent à nouveau les élections. Quoi ? Un électorat anti-indépendantiste qui voterait pour des indépendantistes ? Vous rigolez ou quoi ? Mais non : ils l'ont bien fait en 2010, et même aujourd'hui, très peu de journalistes flamands reconnaissent ouvertement que la N-VA est un parti qui veut l'indépendance de la Flandre ! — c'est dire l'état de désinformation de l'électeur flamand... On me dira que le Francophone ne vaut guère mieux. C'est vrai. Mais en Wallonie, aucun parti populaire ne menace l'existence de la Belgique dans son programme !

Et donc, même après avoir «référéndé» contre la scission de la Belgique, il est toujours probable qu'on se retrouve complètement bloqués. Et qu'un an après, on ne voie comme ressource à ce blocage que de nouvelles élections. Avec alors une opinion publique prête à mordre le premier qui prononcerait le mot «flamand» au Sud, «wallon» au Nord. Que nous reste-t-il alors ? Bon, quelqu'un a évoqué la nomination par le roi d'un premier ministre, et que ce soit notre bon Albert qui forme lui-même un gouvernement. Ça peut marcher. Non, vraiment, ça peut marcher. Sauf que s'il nomme Elio, De Wever se lancera dans une campagne antimonarchiste pas piquée des vers. Et s'il nomme De Wever, je ne donne pas cher de la paix bruxelloise. Il faut, au contraire, épargner comme un diamant la personne du roi.

Solution ou élection.

Il n'y a pas de «solution». Et en démocratie, quand il n'y a aucune solution, il reste les élections. On en parle depuis longtemps. Avec de plus en plus d'insistance. Il faudrait d'abord patienter le temps qu'une tentative avec les libéraux s'avère aussi vaine que tout ce qu'on a vécu jusqu'ici. Mettons, 289 jours (record du monde). Mais il ne faut pas que ça dure trop longtemps — la population pourrait saccager la rue de la Loi. Raisonnablement, en mai, ou

juin, donc, nous devrions nous attendre à retourner aux urnes. Alors, soyons pragmatiques, et usons d'ores et déjà de l'effet immanquable de ce nouveau scrutin : il sera bien plus clair et bien plus efficace qu'une consultation populaire. Si au Nord, les nationalistes (entendez les tenants d'une Belgique à deux vitesses communautaires, ou d'une indépendance flamande, ce qui à terme revient au même) l'emportent sur les fédéralistes (ceux qui prônent une Belgique à trois ou quatre régions), l'on saura que le pays est mort. Dans le cas contraire, on pourra relancer la machine. Pour donner une chance à une coalition fédéraliste, nous avons un argument à faire valoir : si les Flamands votent CD&V, N-VA, Vlaams Belang ou Lijst De Decker, ils mèneront le pays à sa fin. Le slogan pourrait être «Met CD&V, N-VA, Vlaams Belang & LDD naar het einde van België». S'ils nous décrochent au contraire une majorité Open VLD, SP.a — Groen!, ils donnent une chance à la Belgique, et à une réforme en profondeur, équilibrée. Quant au vote francophone, il n'a presque pas d'importance : ce sont les Flamands qui sont demandeurs d'une réforme. C'est leur vote qui en déterminera le contenu et la potentialité. Ce message doit être porté par une large coalition, sans distinction de langue. Et il serait sage que les partis démocrates du Nord et du Sud se réunissent pour établir un préprojet prénégocié avant ce scrutin peut-être ultime. Et là, on pourrait proposer quatre régions, une circonscription fédérale, des communautés aterritoriales, de facilités libres (comme à Waterloo) pour les communes qui le souhaitent, une protection du «caractère flamand» ou «wallon» de certaines communes, etc. On pourrait parler d'une région Brabant bilingue. On pourrait parler d'une certaine dose de responsabilisation.

Il faut aussi faire passer le message qu'en cas de scission (et l'Union européenne ferait bien de nous y aider dès maintenant), Bruxelles se détacherait de la Flandre, qui perdrait pas mal de plumes dans l'histoire. Et si l'électeur du Nord n'appréciait pas le message ? Et s'il s'entêtait à désigner des partis flamingants ? Eh bien, nous prendrions acte. Et demanderions la mise en place d'une commission de l'Union Européenne pour gérer le divorce de la façon la plus civilisée possible. Sans cela, le clash est inévitable. À ma connaissance, aucune revendication

territoriale n'a jamais pu se résoudre pacifiquement sans l'intervention d'une tierce partie ayant autorité pour ce faire. Or, Bruxelles est revendiquée par la Flandre. Et Rhode par ses habitants. Je l'ai montré dans un récent article, la Flandre ne peut «prendre» Bruxelles ou «garder» Rhode-Saint-Genèse que par des moyens policiers ou militaires. Ce n'est pas ce que nous voulons, ce n'est pas ce que l'Europe espère. Alors, qu'elle s'implique pour nous éviter ce détour balkanique !

L'électeur libre.

Il n'y a pas beaucoup d'autres choix potentiels. Ni de solution miracle. Imaginer des réponses à nos problèmes en omettant la donne électorale — maîtresse en démocratie, il me semble — c'est répondre au nationalisme par un autoritarisme incompatible avec le droit belge et le droit européen. Alors, ayons un peu d'humilité, plutôt que de nous exciter sur nos politiciens, qui sont nos élus. Reconnaissons que nous ne savons pas vraiment quoi faire. Nous sommes peut-être face à un pays fini, déjà, et dans ce cas, nous refusons d'admettre l'évidence. Ou alors sommes-nous dans une crise grave que de nouvelles élections pourraient débloquent. L'avenir nous le dira. Mais quoi que nous pensions, fassions ou disions, c'est l'électeur qui a les réponses, les solutions, et notre lendemain au bout de son crayon (électronique). Tout ce que nous pouvons faire, c'est l'accompagner dans son choix, et tenter d'empêcher les dérapages.

Oui, des dérapages. Car, l'avez-vous remarqué ?, les extrémistes montent d'un cran. Tout d'abord, le TAK a été saloper la pelouse de M. Van Hoobrouck, bourgmestre de Wezembeek-Oppeem, à visage découvert, le forçant à écouter leurs insultes, le soir de son 77e anniversaire. Voilà ce que sont désormais les actions «ludiques et pacifiques» de ces extrémistes. Le TAK n'avait plus été aussi loin depuis belle lurette. Ensuite, le Voorpost joue la méga-provoc en annonçant qu'il défilera en mars dans une commune wallonne «volée» à la Flandre. Devinons. Comines ? Enghien ? Ce défilé nazillon et xénophobe devrait faire l'objet d'une interdiction immédiate, parce qu'il n'est pas dit du tout qu'une telle «promenade» d'extrémistes ne finira pas en bagarre générale — c'est probablement même l'effet recherché. Mais comment interdire une manif dont on ne sait pas où elle aura lieu ?

Aux larmes, citoyens

Des Wallons et des Bruxellois excédés m'ont expliqué qu'ils se défendraient si on tentait de «prendre» leur territoire. Quelques fous furieux parlent même déjà de «prendre les armes», comme cette dame à la RTBF lors d'une manif «touche pas à Bruxelles». Jusqu'ici, c'est notre mollesse, notre bonhomie, nos illusions qui ont permis à la Belgique de se chamailler plutôt pacifiquement. Mais combien de temps pouvons-nous encore patienter gentiment ? Combien de temps les nationalistes du Nord peuvent-ils encore railler la Belgique, mépriser les Wallons, accuser les Francophones de tous les maux, et tenter de s'approprier Bruxelles ? Combien de temps peuvent-ils laisser faire les extrémistes sans mot dire (aucun parti n'a critiqué l'agression du TAK contre M. Van Hoobrouck, et het Nieuwsblad l'a pratiquement présentée comme une action sympathique) sans exaspérer les Francophones des communes à facilités ? Combien de Lois flamingantes le CD&V et la N-VA peuvent-ils encore imposer aux autres sans qu'un crétin ne demande l'application de la Loi du talion (relire d'urgence l'article éponyme de Marthoz dans le Soir en mars 2010) ? Et combien de semaines les citoyens accepteront-ils les réponses sibyllines de leurs élus ? Avouons-nous que le ciel est sombre. Autant ne pas ignorer sa menace, en prendre au contraire bonne note, et tout faire pour nous préserver de la violence, dont nous pâtirions tous. Cette menace est diffuse, je suis peut-être trop pessimiste. Mais quand le crocodile nage vers nous, il a de loin l'apparence d'un tronc d'arbre. Tant que nous ne saurons pas s'il est de bois ou de chair froide, il vaudra mieux garder les yeux ouverts !

Allons, courage. Le bout du tunnel est encore bien loin de nous. Ne laissons pas nos politiciens se charger seuls de la trop lourde tâche que l'électeur leur impose. Soyons critiques, mais ne soyons pas nihilistes. Même s'ils ne sont pas les meilleurs du monde, c'est eux que nous avons, il n'y a pas de roue de secours, pas de parti de remplacement. Nous avons un nouveau pays à créer. Ou peut-être deux, trois ou quatre. C'est avec eux que nous le ferons. Voyez, ils sont en piteux état. Découragés, désorientés, exactement comme vous et moi. Et comme la Belgique de Papa.